

36 – Quelles sont les principales politiques mises en oeuvre pour lutter contre le chômage ?

Fiche 363 – Quelles politiques de formation ?

Les politiques de formation, un impératif pour lutter contre le chômage structurel et faciliter les appariements sur le marché du travail

□ Un constat : Les statistiques montrent que

- le niveau de qualification moyen des chômeurs est plus faible que celui des actifs employés
- Une partie du chômage est structurel et résulte du décalage entre les offres d'emplois des entreprises et les demandes d'emplois des chômeurs en raison du progrès technique ayant supprimé les emplois dans certains secteurs et/ou rendu obsolètes les compétences de certains travailleurs.

□ La conséquence :

- il est impératif de mettre en oeuvre des politiques de formation qui permettraient d'améliorer l'« employabilité » des chômeurs, il est nécessaire de les former pour que leurs qualifications soient en adéquation avec les emplois vacants et pour élargir l'éventail de ceux qu'ils peuvent occuper.
- Les politiques de formation constituent donc un levier indispensable pour faire converger offre et demande de travail selon le degré de qualification en agissant sur l'offre de travail afin de réduire les mismatch et de favoriser les appariements

Les différentes politiques mises en place

On distingue deux grands types de politiques de formation :

- **Les politiques globales : elles visent l'ensemble de la population. Elles reposent sur la formation initiale et la formation professionnelle continue :**
 - **Les politiques de formation initiale jouent un rôle majeur puisqu'elles permettent de doter tous les individus d'un capital humain général leur permettant, outre l'apport spécifique des connaissances et compétences acquises, la capacité à apprendre et à continuer de se former.** Elles n'ont donc pas nécessairement pour objet d'apparier les compétences acquises aux compétences recherchées par les entreprises, mais participent de l'appariement dynamique des besoins en compétences et en qualifications.
 - **La formation professionnelle peut, elle, faciliter la mobilité des travailleurs et leur adaptation au progrès technique.**
- **Les politiques spécifiques d'insertion qui concernent avant tout les chômeurs ou les travailleurs les plus exposés au risque de chômage.**

Les objectifs recherchés par les différentes politiques de formation mises en place

- Ces politiques de formation, appelées « politiques actives du marché du travail » améliorent le processus d'appariement entre les travailleurs en quête d'un emploi et les postes vacants, ce qui permet de lutter contre la composante structurelle du chômage.
- La formation permet alors de développer la flexibilité qualitative : **une flexibilité reposant sur l'adaptation des processus productifs et de la main d'œuvre aux variations de la demande.** C'est notamment le cas de la flexibilité qualitative interne qui peut être obtenue de deux manières :
 - **L'usine flexible : cette forme de flexibilité peut être définie comme l'adaptabilité de l'organisation productive à l'évolution des marchés. Selon Boyer, elle dépend largement des choix technologiques qui sont effectués au moment de la conception de l'unité de production. Ce type de flexibilité permet de répondre à l'évolution de la demande devenue plus imprévisible, fluctuante et diversifiée. Elle nécessite des salariés capables de s'adapter rapidement à différentes tâches et d'anticiper des évolutions.**
 - **L'ouvrier proudhonien : l'aptitude des travailleurs à changer de poste. La polyvalence de la main d'œuvre qui est nécessaire se rapproche de celle que l'on a pu observer dans le modèle d'Ohno (toyotisme)**

Remarque : Il faut aussi souligner enfin que la formation, parce qu'elle accroît le capital humain des personnes, leur permet d'être mieux rémunérées, car elles seront plus qualifiées. Or, la hausse des salaires soutient la consommation et l'investissement des ménages, donc la demande globale : la composante conjoncturelle du chômage se réduit également.